PROCÈS VERBAL
CONSEIL MUNICIPAL
12 novembre 2025

Le Conseil Municipal de ROCAMADOUR s'est réuni dans la Salle du Conseil Municipal à la Mairie de Rocamadour, le mercredi 12 novembre 2025, à 18 h 30, sous la présidence de Mme Dominique LENFANT, Maire

Nombre de Conseillers en exercice : 12
Nombre de Conseillers Présents : 9
Date de Convocation : 04/11/2025

Présents : M. Pierre AMARE, M. Didier BAUDET, M. Gérard BLANC, M. Hugues DELPIERRE, Mme Martine GREZE, Mme Mireille HEREIL, M. Jean-Baptiste JALLET, M. Marc LABORIE, Mme Dominique LENFANT,
Excusés : M. Philippe De HOUX et M. Philippe LASVAUX
Pouvoirs : M. Philippe De HOUX à M. Didier BAUDET
M. Philippe LASVAUX à M. Jean-Baptiste JALLET
Absente : Mme Cyrielle MENOT

Secrétaire de séance : M. Pierre AMARÉ

1 – désignation du secrétaire de séance

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION : 2025-060 – Désignation du Secrétaire de Séance

Le Conseil municipal, conformément à l'article L.2121-15 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), procède à la désignation du secrétaire de séance.

Suite à sa candidature, Madame le Maire propose de désigner en qualité de ***secrétaire de séance*** *Monsieur Pierre AMARÉ.*

Aucune autre proposition n'étant formulée, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 8 voix « pour » + 2 Pouvoirs, 0 voix « contre », 0 Abstention ***désigne*** *à l'unanimité Monsieur Pierre AMARÉ secrétaire de séance.*

2 – approbation du procès-verbal de la séance du 11 septembre 2025

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION : 2025-061 – approbation du procès-verbal du conseil municipal du 11 septembre 2025

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2121-15,

Vu le procès-verbal de la séance du Conseil municipal en date du 11 septembre 2025 transmis à chacun des conseillers municipaux,

Considérant qu'aucune remarque n'a été formulée sur ce procès-verbal

Madame le Maire propose d'approuver le procès-verbal de la précédente séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 8 voix « pour » + 2 Pouvoirs, 0 voix « contre », 0 Abstention

- *approuve le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 11/09/2025*
- *demande que les membres du Conseil Municipal présents lors de cette séance le signent.*

3 – éclairage public – calendrier 2026

Madame le Maire fait lecture de la proposition de délibération présentant les horaires qui avaient été votés pour l'année 2025. Elle demande à l'assemblée si les horaires doivent être modifiés. P. AMARE propose que l'heure d'extinction des candélabres soit retardée pendant les vacances scolaires. D. BAUDET précise que des dysfonctionnements persistent sur les candélabres mis en place par le SMGS. L'eau stagne à l'intérieur des globes et créée des courts-circuits. M. LABORIE explique qu'une confrontation doit être organisée entre l'installateur et le fournisseur des candélabres défectueux qui ont été dessinés spécialement pour ROCAMADOUR. D. BAUDET remarque que d'autres points lumineux sont hors service dans la cité. H DELPIERRE remarque que l'éclairage de la mairie fonctionne toute la nuit. M. HEREIL précise que la commune de PINSAC a dû revoir la réduction des plages d'éclairage public suite à de nombreux cambriolages. Madame le Maire précise à J-B JALLET qu'elle est en attente d'un retour de la COB de Gramat concernant la mise en place de la participation citoyenne votée lors de la séance du conseil municipal du 17 juin 2025.

En suivant, Madame le Maire présente le planning de l'illumination du site à transmettre à INEO,
H. DELPIERRE demande si une baisse significative a été observée suite à la diminution des horaires d'éclairage.

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION : 2025-062 – Eclairage public – Calendrier pour l'année 2026

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2 relatif à la police municipale dont l'objet est d'assurer le bon ordre, la sécurité et la salubrité publiques et notamment l'alinéa dans sa partie relative à l'éclairage,

Vu le Code civil, le Code de la route, le Code rural, le Code de la voirie routière, le Code de l'environnement,

Vu la loi n°2009-967 du 03/08/2009 de programmation sur la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et notamment son article 41,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 8 décembre 2022 relative à la politique en matière de réduction et de suppression d'éclairage public,

Considérant la nécessité de lutter contre la pollution lumineuse, les émissions de gaz à effet de serre, d'engager des actions volontaires en faveur des économies d'énergies et de la maîtrise de la demande d'électricité et considérant qu'à certaines heures ou certains endroits l'éclairage public ne constitue pas une nécessité absolue,

le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 9 voix « pour » + 2 Pouvoirs, 0 voix « contre », 0 Abstention

Décide la mise en place d'une coupure nocturne de l'éclairage public sur le territoire communal selon les modalités suivantes :

- *Sur l'ensemble du territoire de la commune (hormis l'Hospitalet et la Cité) de 21h00 à 07h00*

- *Sur l'Hospitalet et la Cité*

  - *Du 1er janvier au 30 mars de 21h00 à 07h00*
  - *Du 31 mars au 30 avril de 23h00 à 07h00*
  - *Du 1er mai au 31 octobre de 00h00 à 07h00*
  - *Du 1er novembre au 19 décembre de 22h00 à 07h00*
  - *Du 20 décembre au 04 janvier de 00h00 à 07h00*

Précise que cette mesure sera effective du 1er janvier 2026 au 04 janvier 2027.

Autorise Madame le Maire à entreprendre les démarches nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

4 – renouvellement dénomination station touristique

Madame le Maire présente le dossier qui devra être transmis au service de la Préfecture.

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION : 2025-063 – Renouvellement de dénomination de commune touristique

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code du tourisme, notamment les articles R133-37 à R133-42 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DIVECCT/2010/18 du 15 mars 2010, attribuant la dénomination de commune touristique à un groupement de communes (Alvignac, Lacave, Lavergne, Miers, Padirac, Pinsac, Rocamadour, Souillac Thégra)

Considérant que la commune de ROCAMADOUR présente un intérêt touristique reconnu par la fréquentation, la richesse du patrimoine, les équipements d'accueil ;

Considérant qu'il y a lieu de demander le renouvellement de la dénomination commune touristique dans le cadre du renouvellement du classement station touristique ;

Madame le Maire propose de demander le renouvellement de la dénomination « commune touristique ».

le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 9 voix « pour » + 2 Pouvoirs, 0 voix « contre », 0 Abstention

- *décide de demander le renouvellement de la dénomination commune touristique indispensable à la demande de renouvellement de classement de station touristique*

- *autorise Madame le Maire à signer tous documents relatifs à la présente délibération et à entreprendre les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.*

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION : 2025-064 – Renouvellement du classement de station touristique

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code du tourisme, notamment les articles R133-37 à R133-42 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DIVECCT/2010/18 du 15 mars 2010, attribuant la dénomination de commune touristique à un groupement de communes (Alvignac, Lacave, Lavergne, Miers, Padirac, Pinsac, Rocamadour, Souillac Thégra)

Vu le décret du Ministère de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme en date du 18 septembre 2013 classant ROCAMADOUR comme station touristique ;

Vu l'arrêté BRGAE/2022/086 en date du 20 septembre 2022 portant renouvellement du classement de l'Office de Tourisme Vallée de la Dordogne en première catégorie pour une période de 5 ans ;

Considérant que la commune de ROCAMADOUR présente un intérêt touristique reconnu par la fréquentation, la richesse du patrimoine, les équipements d'accueil ;

Considérant qu'il y a lieu de demander le renouvellement du classement station touristique pour une période de 12 ans ;

Madame le Maire propose de demander le renouvellement du classement de station touristique auprès des services de la Préfecture du Lot.

le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 9 voix « pour » + 2 Pouvoirs, 0 voix « contre », 0 Abstention

- *décide de demander le renouvellement du classement de station touristique pour la commune de ROCAMADOUR*

- *autorise Madame le Maire à signer tous documents relatifs à la présente délibération et à entreprendre les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.*

5 – Marché nouvelle mairie – Avenant n°1 de régularisation en vue du DGD – Lot 14 – Courants forts - Entreprise EIFFAGE

Madame le Maire présente les deux avenants proposés par l'entreprise EIFFAGE. L'avenant n°1 comporte la prestation de branchement du bâtiment sur le réseau public.

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION : 2025-065 – Marché nouvelle Mairie - Avenant n°1 de régularisation en vue du DGD – Lot 14 - Courants forts – Entreprise EIFFAGE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2121-29 et suivants ;

Vu le Code de la commande publique, notamment ses articles R.2194-1 et suivants relatifs aux avenants aux marchés publics ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 02 octobre 2020 autorisant Madame le Maire à signer le marché public relatif à la construction d'une nouvelle mairie et d'un centre des congrès ;

Vu le marché conclu le 22/10/2020 avec l'entreprise EIFFAGE pour le lot 14 – courants forts, pour un montant initial de 161 999,00 € HT soit 194 398,80 € TTC ;

Considérant que le câble d'alimentation de la nouvelle mairie n'avait pas été prévue dans les prestations du marché initial

Partie Mairie :
Plus-value fourniture, pose et raccordement câble d'alimentation : 2 422,20 € HT

Partie Centre des Congrès :
Sans objet

Considérant que les conditions de passation et d'exécution de cet avenant respectent les dispositions du Code de la commande publique ;

Madame le Maire propose de valider cet avenant permettant de mettre en paiement le Décompte Général Définitif pour l'entreprise EIFFAGE titulaire du Lot 14 du marché de la construction d'une

nouvelle mairie.

le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 9 voix « pour » + 2 Pouvoirs, 0 voix « contre », 0 Abstention

- ***Approuve*** *l'avenant n°01 de régularisation en vue du DGD*

	Marché initial	*Avenant n°1*	*Montant n°1*	*Total TTC*
Mairie	*57 309,84 €*	*2 422,20 €*	*59 732,04 €*	*71 678,45 €*
Centre des Congrès	*127 448,16 €*	*0,00 €*	*127 448,16 €*	*152 937,79 €*
Montant total	*184 758,00 €*	*2 422,20 €*	*187 180,20 €*	*224 616,24 €*

- ***autorise*** *Madame le Maire à signer tous documents relatifs à la présente délibération et à entreprendre les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.*

6 – Marché nouvelle mairie – Avenant n°2 de régularisation en vue du DGD – Lot 14 – Courants forts - Entreprise EIFFAGE

L'avenant n°2 est nécessaire pour la séparation des réseaux électriques des deux bâtiments (centre des congrès et mairie). D. BAUDET rappelle que des modifications du bâtiment du centre des congrès ont été réalisées par le maitre d'oeuvre et l'ARAC pour que CAUVALDOR puisse le reprendre. Cependant la mairie n'a aucun écrit prouvant les différentes demandes de la communauté de communes. Selon P. AMARE, les habitants sont déstabilisés de voir ce bâtiment inutilisé financé en partie par de l'argent public dont les impôts locaux.

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION : 2025-066 – Marché nouvelle Mairie - Avenant n°2 de régularisation en vue du DGD – Lot 14 - Courants forts – Entreprise EIFFAGE

Vu *le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2121-29 et suivants ;*

Vu *le Code de la commande publique, notamment ses articles R.2194-1 et suivants relatifs aux avenants aux marchés publics ;*

Vu *la délibération du Conseil Municipal en date du 02 octobre 2020 autorisant Madame le Maire à signer le marché public relatif à la construction d'une nouvelle mairie et d'un centre des congrès ;*

Vu *le marché conclu le 22/10/2020 avec l'entreprise EIFFAGE pour le lot 14 – courants forts, pour un montant initial de 161 999,00 € HT soit 194 398,80 € TTC ;*

Considérant *qu'un premier avenant a été approuvé pour prendre en compte le câble permettant le raccordement du bâtiment de la mairie ;*
Considérant *que les modifications en cours de chantier ainsi que les interruptions de travaux se traduisent par un avenant n°2 dont le montant est détaillé ci-dessous ;*

Partie Mairie :

- *Dépose et repose de l'appareillage sur cloisons à déplacer : + 2 000,00 € HT*
- *Travaux complémentaires pour reprise de chantier : + 9 679,69 € HT*
- *Compensation suite à diminution montant des travaux : + 14 641,43 € HT*
- *30 % locaux mutualisés initialement attribués au centre des congrès : + 38 304,09 €HT*

Soit une plus-value totale de 64 625,21 € HT

Partie Centre des Congrès :

- *marché de base du centre des congrès : - 89 144,07 € HT*
- *70 % locaux mutualisés initialement attribués au centre des congrès :- 38 304,09 €HT*
- *Repli chantier et mise en sécurité : 14 641,43 € HT*

Soit une moins-value totale de 116 805,41 € HT

***Considérant** que les conditions de passation et d'exécution de cet avenant respectent les dispositions du Code de la commande publique ;*

Madame le Maire propose de valider cet avenant permettant de mettre en paiement le Décompte Général Définitif pour l'entreprise EIFFAGE titulaire du Lot 14 du marché de la construction d'une nouvelle mairie.

le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 9 voix « pour » + 2 Pouvoirs, 0 voix « contre », 0 Abstention

- ***Approuve** l'avenant n°02 de régularisation en vue du DGD*

	Marché initial	*Avenant n°1*	*Montant n°1*	*Avenant n°2*	*Montant n°2*	*Total TTC*
Mairie	*57 309,84 €*	*2 422,20 €*	*59 732,04 €*	*64 625,21 €*	*124 357,25 €*	*149 228,70 €*
Centre des Congrès	*127 448,16 €*	*0,00 €*	*127 448,16 €*	*-116 805,41 €*	*10 642,75 €*	*12 771,30 €*
Montant total	*184 758,00 €*	*2 422,20 €*	*187 180,20 €*	*-52 180,20 €*	*135 000,00 €*	*162 000,00 €*

- ***autorise** Madame le Maire à signer tous documents relatifs à la présente délibération et à entreprendre les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.*

6 – Décision modificative n°4 – Budget communal – Section investissement

Madame le Maire donne la parole à D. BAUDET pour la présentation des différents éléments à prendre en compte pour cette décision modificative. La consommation du réseau d'éclairage public au niveau du restaurant et de l'hôtel du château est pris en charge par cet établissement. Il est donc nécessaire de procéder à des travaux pour que le réseau rebascule sur le domaine public sans pour cela devoir déplacer les candélabres. D. BAUDET précise aussi que le SMGS a pour projet de requalifier le secteur dans un avenir proche.

Madame le Maire explique que les travaux d'étanchéité de l'église de Mayrinhac le Francal (projet abandonné depuis la démission de l'adjoint en charge de la culture) ne seront pas réalisés cette année. De plus, la carte mère de la minipelle doit être changée car le véhicule est inutilisable en l'état depuis le début de l'été.

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION : 2025-067 – Décision modificative n°4 – Section investissement budget communal

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2311-1 et suivants relatifs au budget communal ;

Vu le budget primitif de la commune adopté en séance du 14 avril 2025 ;

Vu la proposition de décision modificative n°4 présentée par Mme le Maire ;

Considérant qu'il convient de procéder à certains ajustements budgétaires afin de :

- *réaliser la pose de candélabres derrière le château sur proposition du devis n°S24-0027 de l'entreprise INEO en date du 28/10/2025 ,*
- *procéder au remplacement de la carte mère de la minipelle avec option brise roche hydraulique et pince de bras auxiliaire suivant le devis n°US00018983/D de l'entreprise MNS du 06/11/2025,*
- *procéder à un ajustement de crédits saisis en doublon par erreur pour l'opération de nettoyage de la Tapisserie Jean Lurçat*

Madame le Maire propose :

	Recettes	*Dépenses*
SECTION INVESTISSEMENT		
2131 - 539 (étanchéité église de Mayrinhac)		*-15 000,00 €*
21538 - 491 (candélabres derrière le château		*13 000,00 €*
2157 - 520 (remise en état mini-pelle)		*2 000,00 €*
21622 - 527 (doublon saisi nettoyage tapisserie Jean Lurçat)		*-16 305,00 €*
2131 - 498 (construction nouvelle mairie)		*16 305,00 €*
Total	*0,00 €*	*0,00 €*

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 9 voix « pour » + 2 Pouvoirs, 0 voix « contre », 0 Abstention ***décide***

- ***D'adopter*** *la décision modificative n°4 sur le budget communal*
- ***D'autoriser*** *Madame le Maire de signer les deux devis présentés*
- De charger Madame le Maire de l'exécution de la présente délibération

7 – Annulation délibération 2025-056

Madame le Maire informe qu'il y a eu une erreur de la part des services de la préfecture suite aux informations demandées pour la suppression de la régie ASVP : en effet, il est obligatoire de laisser la possibilité aux contribuables verbalisés de régler immédiatement et en liquide l'amende et donc de laisser cette régie en fonctionnement.

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION : 2025-068 – Annulation de la délibération 2025-056 supprimant la régie de la verbalisation du stationnement payant

Vu *le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles R.1617-1 et suivants relatifs aux régies de recettes,*

Vu *le Code de la route,*

Considérant *que la délibération 2025-056 avait été élaborée après consultation des services de la Préfecture qui préconisait dans un premier temps de supprimer la régie qui était inactive,*

Considérant *qu'il est obligatoire de donner la possibilité aux contrevenants de payer immédiatement et en numéraire,*

Madame le Maire propose de d'annuler la délibération 2025-056 permettant ainsi de percevoir des recettes de verbalisation en numéraire si nécessaire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 9 voix « pour » + 2 Pouvoirs, 0 voix « contre », 0 Abstention

- ***approuve*** *l'annulation de la délibération 2025-056*

- ***autorise*** *Madame le Maire à signer tous documents relatifs à la présente délibération et à entreprendre les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.*

8 – Régie d'avance pour les dépenses des services techniques

Madame le Maire laisse D. BAUDET présenter la demande des services techniques pour la mise en place d'une régie d'avance avec paiement par carte bancaire. Effectivement, le peu de fournisseurs sur le secteur ne permet pas d'obtenir les meilleurs tarifs. La carte bancaire permettra de faire des achats sur des sites internets défiants toute concurrence. L'utilisation de cette carte sera cadrée par l'acte constitutif de la régie. H. DELPIERRE souhaite que les dépenses soient prévues au budget primitif pour éviter tout débordement.

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION : 2025-069 – Acte constitutif d'une régie d'avance

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs aux régies de recettes et d'avances ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;

Vu l'instruction codificatrice M57 ;

Vu l'avis du comptable public pour la création d'une régie d'avance le 07 novembre 2025,

Considérant qu'il y a lieu de créer une régie d'avance afin de faciliter le paiement des dépenses urgentes ou de faible montant relevant du budget de la commune de ROCAMADOUR ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 9 voix « pour » + 2 Pouvoirs, 0 voix « contre », 0 Abstention décide

Article 1 : de créer, à compter du 01/01/2026, une régie d'avance auprès des Services Techniques, destinée à régler des dépenses de faible montant et urgentes, dans la limite des crédits inscrits au budget avec une carte bancaire comme moyen de paiement. Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la DDFIP de CAHORS.

Article 2 : de confier la gestion de la régie d'avance au régisseur et régisseur suppléant désignés par arrêté de Madame le Maire

Article 3 : de consentir au régisseur un montant maximum de l'avance fixé à 2 000 €.

Article 4 : de limiter les dépenses susceptibles d'être réglées par cette régie suivant la liste ci-dessous en respectant le plafond fixé par l'arrêté d'autorisation :

Nature de dépense	*Compte d'imputation*
Achats de fourniture pour entretien des bâtiments	*60631*
Achats de fourniture pour entretien des véhicules	*60631*
Achat de fournitures administratives	*6064*

Article 5 : de préciser par arrêté de Madame le Maire les modalités de fonctionnement de la régie, la nature des dépenses autorisées, le montant de l'avance et les conditions de son renouvellement.

Article 6 : Le comptable public assignataire du budget est chargé de l'exécution de la présente délibération.

8 – Lignes directrices de gestion

Madame le Maire fait lecture de la convention du centre de gestion pour la mise en place des lignes directrices de gestion ainsi que les explications transmises par l'agent du CDG qui interviendra à la mairie. Ce document permet de mettre en place une politique de ressources humaines et la perspective d'évolution de carrière des agents au sein de la collectivité. H. DELPIERRE remarque que les entretiens professionnels doivent être réalisés tous les ans. Madame le Maire précise que lors d'appel à candidature, les agents souhaitent plus facilement travailler dans une collectivité dotée des LDG. H. DELPIERRE est étonné que la commune soit obligée de faire appel au centre de gestion pour cette procédure et annonce qu'il vote contre cette décision.

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION : 2025-070 – adhésion à la convention cadre d'adhésion aux missions facultatives de conseil et assistance en ressources humaines (CDG46)

Vu le code général de la Fonction publique et plus particulièrement à son article L452-40,

Vu la loi du n°2019-828 du 06/08/2019 de transformation de la fonction publique instaurant les lignes directrices de gestions

Vu la proposition d'intervention pour une mission d'accompagnement personnalisé à la réalisation des lignes directrices de gestion d'un montant de 1 680 euros,

Considérant l'obligation de mettre en application les lignes directrices de gestion dans chaque collectivité depuis le 01/01/2021

Considérant la nécessité d'accompagner l'ensemble des agents de la collectivité durant leur carrière au sein de la collectivité,

Considérant la nécessité de la commune de ROCAMADOUR d'avoir recours à l'assistance du Centre de Gestion du Lot pour définir les lignes directrices de gestion avec deux axes principaux (stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines et orientation générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 8 voix « pour » + 2 Pouvoirs, 1 voix « contre » (H DELPIERRE), 0 abstention ***décide***

- ***d'adhérer*** *à la convention cadre d'adhésion aux missions facultatives de conseil et assistance en ressources humaines*

- ***d'autoriser*** *Madame le Maire à signer la convention d'adhésion et la proposition d'intervention du CDG 46.*

9 – création d'un poste d'adjoint technique principal

Madame le Maire explique qu'un agent des services technique a été reçu au concours d'adjoint technique principal depuis plusieurs mois mais qu'il ne peut être nommé sans cette création de poste.

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION : 2025-071 – Création poste Adjoint technique Principal 2ème classe
Conformément à l'article L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

La délibération précise le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé.

Il appartient donc au Conseil Municipal, de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du comité social territorial.

Compte tenu des besoins de la collectivité,

Madame le Maire propose :

La création d'un emploi d'Adjoint Technique Principal 2ème classe, à temps à compter du 01/ 12/2025
Cet emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire titulaire du grade
Si l'emploi créé ne peut être pourvu par un fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un agent contractuel dans les conditions fixées à l'article L. 332-14 ou L.332-8 du code général de la fonction publique.
Le traitement sera calculé par référence à la grille indiciaire du(des) grade(s)
VU *le code général de la fonction publique portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,*
VU *le tableau des emplois,*

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 8 voix « pour » + 2 Pouvoirs, 0 voix « contre », 1 abstention (H DELPIERRE) ***décide***

- ***D'adopter*** *la proposition de Madame le Maire*

- ***De modifier*** *ainsi le tableau des emplois*

- ***D'inscrire*** *au budget les crédits correspondants.*

9 – RPQS – assainissement

Madame le Maire fait lecture de la délibération validant le rapport transmis par le SYDED dont les élus ont pu prendre connaissance. P. AMARE demande si d'autres fuites ont eu lieu dans l'Alzou. Madame le Maire confirme que non puisque des bassins ont été créés suite à la visite de la police de l'eau. Il est, cependant, toujours nécessaire de procéder à des curages régulièrement. Les boues seront transportées dans un centre spécifique et non plus épandues sur des terres agricoles.

M. LABORIE prend la parole en tant que président du syndicat de l'eau potable Rocamadour-Lacave. Le château d'eau de Cabouy présente des dysfonctionnements et des travaux d'étanchéité du réservoir sont nécessaires (sols et réseaux à réhabiliter). Le taux des CDM (chlorure de vinyle monomère) est trop élevé indiquant que des particules de plastique sont présentes dans l'eau.

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION : 2025-072 - Adoption du rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif 2024

Mme, M. le maire ouvre la séance et rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'assainissement collectif.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Le RPQS doit contenir, a minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 9 voix « pour » + 2 Pouvoirs, 0 voix « contre », 0 abstention

- ***adopte** le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif*
- ***décide** de transmette aux services préfectoraux la présente délibération*
- ***décide** de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site www.services.eaufrance.fr*
- ***décide** de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA.*

9 – redevance performance assainissement collectif

Madame le Maire présente un calcul provisoire qui sera vérifié sur le site de l'agence de l'eau dès que possible.

10 - Avis sur PC VIROULOU sur la commune limitrophe d'Alvignac

Madame le Maire explique qu'un permis de construire a été déposé pour la mise en place de panneaux photovoltaïques dans le camp militaire de VIROULOU sur la partie d'Alvignac. Les communes limitrophes doivent donc se prononcer sur le projet. L'avis du conseil municipal doit être transmis au service de la DDT. D. BAUDET précise qu'il s'agit d'un projet très important. Les différents services de l'Etat ont été consultés.

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION : 2025-073 – Avis sur une demande de permis de construire sur la commune limitrophe d'Alvignac

Vu le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.132-7 et suivants relatifs à la consultation des communes limitrophes lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme ;

Vu le Code de l'environnement, notamment l'article L.122-1 V,

Vu la demande de permis de construire déposée le 28 mai 2025 par SASU AGISOL LACALM représenté par Sandrine BRUN , enregistrée sous le n°PC 046 003 25 00004 auprès de la commune d'ALVIGNAC, et transmise pour avis à la commune de ROCAMADOUR ;

Vu le projet portant sur l'installation d'une centrale photovoltaïque au sol constituée de 72 panneaux pour une puissante crête attendue de 73 Mwc sur une partie de l'emprise du camp militaire de LACALM (parcelle AB 404), sur la commune d'ALVIGNAC représentant une surface totale de 10 925.72 m² d'équipement d'intérêt collectif et services publics (locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés).

Considérant que le terrain d'assiette du projet est situé à proximité immédiate de la limite communale avec ROCAMADOUR, et que le projet est susceptible d'avoir un impact sur le territoire de celle-ci (notamment en matière de circulation, de paysage, d'environnement, de réseaux, de nuisances, etc.) ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 9 voix « pour » + 2 Pouvoirs, 0 voix « contre », 0 Abstention émet

- *Avis favorable au projet de permis de construire, considérant que celui-ci ne porte pas atteinte aux intérêts de la commune de ROCAMADOUR*

autorise Madame le Maire à signer tous documents relatifs à la présente délibération et à entreprendre les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

11- Participation complémentaire santé

Madame le Maire explique que la collectivité a l'obligation de participer à la complémentaire santé des agents de la commune. Deux options sont possibles : soit la commune conventionne avec le CDG mais seules les mutuelles choisies par cette structure seront validées ou elle utilise la labellisation avec possibilité aux agents de choisir leur propre mutuelle qui doit être présente sur la liste DGCL.

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION : 2025-074 – Participation à la protection sociale complémentaire dans le cadre d'une procédure de labellisation

VU le code général de la Fonction Publique ;

VU le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents ;

VU le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

VU l'avis du comité social territorial en date du 18/09/2025

Considérant que selon les dispositions de l'article L. 827-1 du code général de la Fonction Publique, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent ;

Considérant la liste de contrats labellisés publiée par la DGCL.

Les employeurs publics territoriaux et les établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties d'assurance de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent. Ces garanties ont pour objet de couvrir le risque Santé (frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident) et le risque Prévoyance (incapacité de travail, invalidité, inaptitude ou de décès).

S'agissant du risque Santé, cette participation devient obligatoire à effet du 1er janvier 2026.

S'agissant du risque Prévoyance, cette participation devient obligatoire à effet du 1er janvier 2025.

Dans ce cadre, l'employeur opte pour la labellisation. Dans ce cas, l'employeur verse une participation aux agents ayant adhéré à l'un des produits labellisés, répertoriés sur une liste publiée par le ministère des collectivités territoriales ;

Soucieux de protéger ses agents contre les aléas de la vie et dans le respect de ses obligations règlementaires, la commune de ROCAMADOUR souhaite participer au financement des contrats labellisés auxquels ses agents ont choisi d'adhérer, pour la garantie Santé.

Le montant de la participation forfaitaire est fixé à hauteur de 15 € par agent et par mois.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 9 voix « pour » + 2 Pouvoirs, 0 voix « contre », x Abstention décide

- *d'accorde**r** une participation financière à ses agents ayant souscrit un contrat labellisé sur la complémentaire Santé,*

- *de fixer le niveau de participation financière forfaitaire de la commune de ROCAMADOUR à hauteur de 15 €/agent et par mois,*

- *d'inscrire au budget les crédits nécessaires au versement de la participation financière de la collectivité à la couverture de la cotisation assurée par chaque agent.*

autorise Madame le Maire à signer tous documents relatifs à la présente délibération et à entreprendre les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

12 - Questions diverses

A - Bulletin municipal

JB JALLET précise que le sommaire du bulletin est validé. Les informations en lien avec l'état civil ne seront publiées qu'après autorisation des personnes concernées ou de leur famille.

B - Noël des enfants

M. GREZE explique que Côté Rocher a fait parvenir un devis à la mairie plus élevé que l'année dernière puisque cette année un forfait est appliqué plutôt qu'à la participation. Elle précise aussi que l'achat des cadeaux a été compliqué en raison de l'augmentation des prix des jouets.

C - Redweek

JB JALLET informe l'assemblée que Monsieur de la Fage a contacté la mairie pour participer à la redweek permettant d'alerter l'opinion sur le fait qu'un chrétien sur 6 vit dans un pays où la liberté religieuse est bafouée, Le sanctuaire demande donc la possibilité de mettre en place un éclairage rouge sur certains points spécifiques du sanctuaire le 17/11/2025. M. LABORIE souhaiterait que les agents municipaux se chargent de l'installation pour qu'aucune dégradation n'apparaisse.

D - Location de la salle du conseil municipal

Une discussion s'engage pour déterminer le tarif de location, le type de réunion et d'activités envisageables. Il est décidé que la salle ne sera mise à disposition qu'aux structures institutionnelles à titre gratuit. Il ne sera pas possible d'organiser des réunions avec collations et boissons.

13 – informations générales

Madame le Maire informe les élus présents que la cérémonie des vœux de CAUVALDOR se tiendra le

16 janvier 2026 à 18 heures à l'espace SAMAYOU à Alvignac.

H. DELPIERRE remarque que certaines applications de GPS ne sont pas à jour pour l'adressage mis en place sur la commune ce qui implique des erreurs de localisation.

M. GREZE fait remarquer qu'une serre a été installée en dessous du restaurant « en bas de la rue » avec du mobilier de plein air stocké à proximité. D. BAUDET informe que les utilisateurs ont débroussaillé le terrain afin de pouvoir installer cette structure.

M. GREZE fait un retour suite à une réunion qui s'est tenue pour le RPI. Les enfants de l'école de ROCAMADOUR souhaiteraient qu'une structure à escalader soit installée au fond de la cour, ainsi qu'une table de ping-pong et des tables et des chaises. Il faut penser à la sécurité des enfants avant tout.

Toutes les questions inscrites à l'ordre du jour ayant été examinées et plus personne ne réclamant la parole, Mme le Maire clôt la séance à 22h30.

❖ ❖ ❖

Mme le MAIRE, Le Secrétaire de séance,

Dominique LENFANT Pierre AMARE

Les Conseillers Municipaux